

Budget 2023 : les Français de l'étranger laissés pour compte

Dès la publication du Projet de Loi de Finances pour 2023, nous avons dénoncé une hausse en trompe-l'œil des crédits alloués aux Français de l'étranger.

Le constat était en effet clair : l'augmentation du budget du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, présentée comme historique, ne correspondait en réalité qu'à des dépenses contraintes. Les sommes allouées aux Français établis hors de France ne permettaient même pas de compenser l'inflation élevée à travers le monde et la dégradation de la parité du taux de change entre Euro et Dollar qui pèsent sur les foyers modestes et les plus fragiles de nos compatriotes. Que dire de l'indispensable participation plus juste de l'État au financement de la Caisse des Français de l'Etranger ou encore de la mise en place d'outils prenant en compte des problématiques nouvelles qui se posent à nos compatriotes les plus vulnérables comme la dépendance !

Le budget proposé ne répondait pas non plus aux besoins urgents en personnel dans les postes consulaires, alors qu'ils sont notre principal guichet d'accès aux services publics à l'étranger, ni aux surcoûts auxquels l'AEFE doit faire face et qui vont se répercuter sur les frais d'écolage.

Aucune des propositions du rapporteur spécial de la mission budgétaire « Action extérieure de l'État » à l'Assemblée nationale, **visant notamment à corriger certaines des injustices les plus flagrantes de ce budget, n'ont été prises en considération par le gouvernement** qui a refusé tout débat et n'a apporté aucune perspective budgétaire sur le long terme afin de réarmer notre réseau consulaire et diplomatique.

Concernant notre réseau d'enseignement français à l'étranger, la situation n'est pas meilleure puisque nos 67 établissements à gestion directe ne recevront pas de subventions à hauteur de leurs besoins d'investissement. À noter également l'absence de hausse des budgets alloués aux bourses scolaires. De fait, les frais de scolarité ne peuvent que continuer leur hausse vertigineuse et les plus modestes d'entre nous en seront une nouvelle fois les premières victimes.

Au final, **toutes les propositions en faveur des Français établis hors de France** présentées à l'Assemblée nationale, y compris celles issues du travail des Conseillers des Français de l'Etranger à l'Assemblée des Français de l'étranger, **ont été combattues par la majorité et censurées par le gouvernement.**

L'usage répétée du 49.3 à l'Assemblée nationale ayant confisqué tout débat, c'est au Sénat que nous avons pu mener bataille pour

- créer 300 ETP (Équivalents Temps Pleins) dans les consulats afin de soulager les personnels et faciliter le traitement des demandes de visas et d'actes civils ;
- augmenter les aides sociales (après la fin du SOS Covid), les subventions aux OLES (Organismes Locaux d'Entraide et de Solidarité) et à la Caisse des Français de l'étranger (pour sa catégorie aidée), et abonder le fonds d'urgence pour les Français de l'étranger, afin de protéger nos compatriotes face à l'inflation et aux crises énergétiques et climatiques ;

- soutenir l'AEFE en augmentant les bourses scolaires, en compensant le surcoût lié à la mise en place du nouveau statut des personnels détachés, et en lui permettant d'emprunter pour développer son réseau ;
- débloquer une aide exceptionnelle pour le poste diplomatique de Ouagadougou et les établissements AEFE du Burkina Faso après la crise politique qui a secoué le pays ;
- engager 15 millions d'euros pour les chantiers prioritaires en termes de rénovation énergétique des bâtiments français à l'étranger.

La droite et le gouvernement se sont opposés à l'ensemble de ces amendements ! Nous avons néanmoins, et contre l'avis du gouvernement, pu faire passer la création d'un dispositif permettant la prise en charge de personnes victimes de violence conjugales et intrafamiliales et celle d'un programme dédié au rapatriement des personnes nécessitant de bénéficier d'une IVG, l'augmentation des indemnités des conseillers des Français de l'étranger mais aussi la création d'un indicateur relatif au déploiement du service "France consulaire" qui sera à terme l'unique moyen pour nos compatriotes de joindre leur consulat. Mais le gouvernement est revenu sur ces trois dispositions dès le 49.3 suivant !

Une satisfaction néanmoins : **nous avons pu faire échec à un amendement proposé par le député Frédéric Petit** et soutenu par le sénateur Olivier Cadic qui sortait les Etablissements à Gestion Directe (EGD) de l'orbite de l'AEFE et **portait en lui les germes de la privatisation complète du réseau.**

S'il ressort de cette séquence budgétaire le sentiment d'être les laissés pour compte de la politique gouvernementale et de la majorité, alors même que neuf députés sur onze sont issus de ses rangs, il n'en demeure pas moins que pour la première fois depuis six ans maintenant, cette même majorité a dû faire face à un **front uni de la gauche et de l'écologie à l'Assemblée Nationale et au Sénat pour porter les préoccupations des Français établis hors de France, et notamment des plus vulnérables d'entre eux.** Ce front uni, nous continuerons de le porter et de le consolider en y accueillant toutes les bonnes volontés.

Karim Ben Cheikh, Député de la 9e circonscription des Français établis hors de France

Yan Chantrel, Sénateur des Français établis hors de France

Hélène Conway-Mouret, Sénatrice des Français établis hors de France

Jean-Yves Leconte, Sénateur des Français établis hors de France

Mélanie Vogel, Sénatrice des Français établis hors de France